


Centre d'étude des
crises et conflits
internationaux



L'Iran face à l'Amérique de
Donald Trump.
Après la 73^{ème} AGNU, quelles
perspectives pour le JCPOA ?

Vincent Eiffling

Octobre 2018

Note d'analyse no. 60



L'Iran face à l'Amérique de Donald Trump.

Après la 73^{ème} AGNU, quelles perspectives pour le JCPOA ?

Vincent Eiffling

© 2018 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction :
Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux
Université catholique de Louvain
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique
www.cecrilouvain.be

Photo de couverture : Siège des Nations unies à New York,
prise par Dorothée Vandamme, juillet 2013.

Vincent Eiffling – doctorant UCL et chercheur-associé au CECRI.

Vincent Eiffling, actuellement doctorant à l'UCL en sciences politiques relations internationales, est spécialiste de l'Iran et de la Turquie. Il est également chercheur-associé au CECRI ainsi qu'au GRIP.



1. INTRODUCTION.	2
2. UNE ECONOMIE CHANCELANTE.	2
3. L'UNION EUROPEENNE, UN RAMPART CONTRE DONALD TRUMP ?	5
4. UNE ADMINISTRATION AMERICAINE A L'OFFENSIVE ENVERS ET CONTRE LE DROIT INTERNATIONAL.	6
5. IRAN – COREE DU NORD : UNE ANALOGIE RISQUEE ET REDUCTRICE.	11
6. LA QUESTION D'UN SOMMET TRUMP - ROUHANI OU QUAND LA COMMUNICATION ILLUSTRER LES DIVERGENCES.	13
7. DONALD TRUMP, ALLIE MALGRE LUI DES CONSERVATEURS IRANIENS.	15
8. CONCLUSION.	17
9. BIBLIOGRAPHIE.	19

1. INTRODUCTION.

Ce n'est un secret pour personne, l'Iran constitue une obsession pour le président Trump comme en témoigne la dernière passe d'armes survenue entre Téhéran et Washington en septembre dernier à l'occasion de la 73^{ème} Assemblée générale des Nations-Unies (AGNU). L'accord sur le nucléaire iranien – le JCPOA¹ - conclu le 14 juillet 2015 par l'administration Obama, l'Iran, et les autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unies plus l'Allemagne fût présenté par le prédécesseur de l'actuel locataire de la Maison Blanche comme son plus important achèvement en matière de politique étrangère. Or, avant même son élection, Donald Trump avait promis lors de sa campagne électorale de « déchirer » ce texte qu'il n'a pas hésité à qualifier de « pire accord jamais conclu par les Etats-Unis » (LE MONDE, 2017, 18 septembre). Dès son élection, le JCPOA s'est *de facto* retrouvé vidé de sa substance en raison de l'incertitude quant à sa survie. Or la logique du texte repose sur le principe suivant : l'Iran accepte d'importantes limitations conjuguées à un contrôle strict de ses activités nucléaires par l'AIEA et, en échange, le pays bénéficie de la levée des sanctions internationales entravant son économie et perçoit ainsi les dividendes de son comportement complaisant. L'incertitude représentant l'essence même de tout ce que redoute un investisseur doté d'un minimum de raison, la victoire du candidat républicain le 8 novembre 2016 a sonné le glas d'une dynamique qui peinait déjà à se mettre réellement en route, alors que les sanctions frappant l'Iran n'avaient été levées que le 16 janvier 2018 ; jour de l'implémentation du JCPOA. Si le retrait des Etats-Unis de l'accord en mai dernier et le rétablissement des sanctions américaines ont encore contribué à affaiblir davantage le JCPOA, celui-ci n'est pour l'instant pas encore mort et enterré. L'avenir de ce texte dépend à l'heure actuelle d'une multitude de facteurs, dont la capacité européenne à faire front commun contre la Maison Blanche de manière efficace, mais sa survie est également corrélée aux évolutions politiques de la scène intérieure iranienne. Sur le plan bilatéral, les sources de désaccords demeurent nombreuses et profondes entre Washington et Téhéran, aucun signe d'apaisement ou d'ouverture n'ayant été observé de part et d'autre jusqu'à présent, bien au contraire.

2. UNE ECONOMIE CHANCELANTE.

Si Hassan Rouhani avait déclaré espérer 50 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) par an en guise de retombées du JCPOA (BOZORGMEHR, 2016), la réalité des chiffres ne s'est pas avérée à la hauteur des espérances. Selon les données publiées par le *United Nations Conference on Trade and Development* (UNCTAD), le montant des IDE en Iran pour l'année 2016 ne s'est élevé qu'à 3,37 milliards de dollars (UNCTAD, 2018). Pour

¹ Joint Comprehensive Plan of Action.

2017, le montant avait pourtant encore progressé pour atteindre les 5,01 milliards de dollars mais ce chiffre est aujourd'hui à relativiser suite au retrait américain de l'accord qui a engendré le départ du pays d'un nombre important de grands groupes internationaux craignant les retombées potentielles des sanctions américaines, désormais partiellement rétablies, sur leurs activités économiques (UNCTAD, 2018). De fait, si le JCPOA a pu profiter d'un sursis jusqu'à l'annonce officielle du retrait américain le 8 mai dernier, l'ambiguïté de Donald Trump et la crainte d'un retrait américain avaient d'ores et déjà entravé la volonté d'action de ceux qui envisageaient d'investir en Iran. Depuis l'annonce du retrait de Washington et le rétablissement en deux temps des sanctions américaines – le 6 août dernier pour les sanctions commerciales et industrielles ; et le 5 novembre prochain pour les sanctions sur les secteurs énergétique et bancaire – les avis de défection se multiplient. Boeing, dont le contrat de vente d'appareils neufs à l'Iran s'élevait à 20 milliards de dollars (MUFSON & PALETTA, 2018). Total, dont le contrat signé en juillet 2017 lui octroyait une part de 50,1% dans l'exploitation du plus grand gisement de gaz naturel au monde, South Pars, et au travers duquel l'entreprise française s'engageait pour un premier investissement d'un milliard de dollars (LE MONDE, 2018, 20 août ; REUTERS, 2018, 11 août). PSA, dont l'Iran était pourtant le deuxième marché en termes de vente de véhicules – avec 444 600 unités en 2017 – après la France et devant la Chine (LE MONDE & AFP, 2018, 5 juin). Daimler, qui avait conclu un partenariat pour se réimplanter dans le pays et y construire une usine de production de ses camions Mercedes (BEHRMANN & REITER, 2018). MTN Group Ltd. dont l'accord de 750 millions de dollars prévoyait l'expansion du réseau de fibre optique à travers les grandes villes du pays (BEHRMANN & REITER, 2018). Austrian Airlines, qui a pour sa part cessé de desservir les villes de Shiraz et Ispahan à partir de septembre mais maintient Téhéran dans la liste de ses destinations (TASNIM NEW AGENCY, 2018). British Airways² (FRANCE24, & REUTERS, 2018), Air France³ et KLM⁴ (AP, 2018), qui ont eux décidé de stopper totalement leurs liaisons avec l'Iran (NUSSBAUM, 2018). De leurs côtés, les compagnies Iran Air et Mahan Airlines ont diminué drastiquement leurs offres en direction de l'Europe tandis que Qeshm Air a totalement quitté ce marché (INTERNATIONAL TRANSPORT JOURNAL, 2018). Ce ne sont ici que quelques exemples dont la liste est loin d'être exhaustive.

D'autres groupes sont quant à eux dans l'expectative. Airbus, qui a signé une commande de 100 avions avec Téhéran pour un montant estimé entre 18 et 20 milliards de dollars n'a pour l'heure livré que trois appareils. Bien que le groupe n'ait pas annoncé l'annulation du contrat, son avenir demeure incertain dans la mesure où ces appareils nécessitent une licence d'exportation américaine ; plus de 10% des pièces utilisées par l'avionneur

² La ligne Londres-Téhéran a été fermée le 23 septembre 2018.

³ La ligne Paris-Téhéran a été fermée le 18 septembre 2018.

⁴ Dernier vol aller le 22 septembre et dernier vol retour le 23 septembre 2018.

provenant des Etats-Unis⁵. Renault a également décidé de demeurer actif dans le pays même si le groupe français a revu ses ambitions à la baisse.

Au final, ce départ partiel mais important des Occidentaux profite avant tout aux entreprises chinoises qui reprennent dans certains cas les pans de marché délaissés comme en atteste la reprise des parts du contrat de Total par la compagnie CNPC (LE FIGARO & REUTERS, 2018). Les sanctions visant le secteur énergétique font par ailleurs déjà ressentir leurs effets avant même leur mise en application prévue pour le 4 novembre prochain. Le Japon a cessé ses importations de brut iranien en octobre alors que les importations sud coréenne sont à zéro depuis le mois d'août (RADIO FARDA, 2018, July 20; BLOOMBERG, 2018, September 6; LEE, 2018). L'Inde a également décidé de stopper ses importations de brut iranien à partir du mois de novembre (CHAKRABORTY, PANDYA & BLAS, 2018). Or, ces trois pays représentent à eux seuls 36% des exportations iraniennes de pétrole brut depuis le début de l'année 2018 (CHEONG, 2018). Alors que le budget de Téhéran demeure extrêmement dépendant des recettes issues du secteur énergétique, l'avenir de celui-ci dépendra grandement de la position de l'Union européenne (qui représente 33% des importations de brut iranien) sur ce sujet. La capacité de Pékin à augmenter encore davantage son volume d'importation de brut afin de combler le vide laissé par les sanctions américaines constituera également un facteur déterminant pour l'avenir de l'Iran et du JCPOA.

Cette évolution n'augure rien de positif pour l'économie iranienne déjà victime d'une crise financière en grande partie causée par de mauvais choix politiques et non uniquement par le poids des sanctions américaines comme cela est trop souvent présenté (SALEHI-ISFAHANI, 2018). A titre d'exemple, les subsides publics mensuels versés par l'Etat aux Iraniens s'élèvent aujourd'hui à 450 000 rials, soit 2€ au taux de change actuel. Il y a un an, cela en représentait douze. Pour parvenir à combler le trou béant de ses besoins, le *High Institute of Education and Research Management and Planning*, situé à Téhéran, estime que le pays aurait besoin d'un taux de croissance annuel de son PIB de l'ordre de 8%, ce qui nécessiterait entre 150 et 180 milliards de dollars d'investissements annuels, dont entre 30 et 50 milliards d'origine étrangère (KHAVAND, 2017). Ces objectifs aujourd'hui inenvisageables mettent l'économie, la population, et le gouvernement iranien sous pression. Par ailleurs, si la situation économique continue à se dégrader davantage et que les pays restant au sein du JCPOA ne parviennent pas à fournir des incitants suffisants au régime iranien, celui-ci pourrait être tenté de redémarrer la fuite en avant de son programme nucléaire afin mettre la pression sur les Etats gestionnaires du dossier et arriver à la table des négociations avec un levier d'influence suffisamment important. Ce scénario

⁵ Au-delà de ce seuil de 10%, une licence d'exportation est juridiquement nécessaire au regard du droit étasunien.

ne manquerait pas de drainer avec lui son lot de risques et d'incertitudes, tout comme il exacerberait les tensions régionales entre l'Iran, Israël, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

3. L'UNION EUROPEENNE, UN RAMPART CONTRE DONALD TRUMP ?

L'Union européenne tente pour sa part de sauver l'accord et à défaut, sauver la face, tout comme les Iraniens. Ces derniers ont d'ailleurs prévenu les Européens qu'ils ne resteraient dans l'accord qu'en cas de garanties économiques et commerciales suffisantes que pour leur assurer un bénéfice au maintien de leur présence dans le JCPOA. La pression est donc maximale sur Bruxelles qui a relancé en mai dernier le mécanisme dit de la « loi de blocage »⁶ datant de 1996 et qui vise à neutraliser la portée extraterritoriale des sanctions américaines (LE MONDE & AFP, 2018, 17 mai). La portée de cette mesure demeure pour le moins limitée comme en témoignent les nombreux départs d'Iran d'entreprises européennes survenus après le rétablissement de cette mesure. En réalité, la force de celle-ci dépend en grande partie de la volonté de l'UE à la faire appliquer, ce qui pourrait mener à un accroissement des bras de fer commerciaux avec Washington ; un scénario que Bruxelles préfère éviter ou à tout le moins atténuer.

A la veille de la 73^{ème} AGNU, l'Europe, en partenariat avec la Chine, la Russie et l'Iran, a annoncé sa volonté de mettre en place un fond commun de créance reposant sur un système de troc avec Téhéran afin de contourner les sanctions américaines (EUROPEAN UNION EXTERNAL ACTION, 2018). Les contours de ce mécanisme demeurent pour l'instant flous mais la logique du troc a déjà été utilisée dans le passé, avant la conclusion du JCPOA, notamment par la Chine, afin d'importer du pétrole brut iranien en échange de produits manufacturés et de pétrole raffiné⁷ en dépit des sanctions (DOMBEY, HOYOS, BLAS & BOZORGMEHR, 2009; BLAS & HOYOS, 2009; REUTERS, 2012, February 9; THE GUARDIAN, 2013, February 20).

Les réactions de Washington à cette annonce ne se sont pas faites attendre et n'ont guère été tendres. S'exprimant à l'occasion d'une réunion organisée par un lobby conservateur hostile à l'Iran - *United Against a Nuclear Iran* – le secrétaire d'Etat Mike Pompeo et le conseiller à la sécurité nationale John Bolton n'ont pas manqué d'égratigner l'Europe. Le

⁶ Pour consulter le texte de la dite loi, voir : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A31996R2271>

⁷ En effet, malgré ses importantes réserves pétrolières, l'Iran manque d'installations de raffinage pour subvenir à ses besoins domestiques.

premier s'est ainsi déclaré « dérangé et profondément déçu », ajoutant que « c'est ici l'une des plus contre-productives mesures imaginables pour la paix et la sécurité régionale et mondiale », précisant enfin que « en soutenant les revenus du régime (iranien), vous solidifiez sa place en tant que sponsor numéro un de la terreur » (TURAK, 2018). Bolton a pour sa part moqué l'Union européenne, arguant que cette dernière était certes forte pour parler mais beaucoup moins lorsqu'il s'agissait d'agir, affirmant que personne n'échapperait aux sanctions de Washington (TURAK, 2018; BORGER, 2018). Par ailleurs, si les médias européens évoquent largement les enjeux commerciaux inhérents aux sanctions américaines et à la survie du JCPOA, il convient tout de même d'insister sur le fait que pour l'UE, le principal enjeu est ici d'ordre sécuritaire et non commercial, le premier objectif de Bruxelles étant d'éviter toute crise – dont une sortie de Téhéran de l'accord – pouvant éventuellement conduire à une prolifération nucléaire au Moyen-Orient ou à une plus grande déstabilisation de la région.

4. UNE ADMINISTRATION AMERICAINE A L'OFFENSIVE ENVERS ET CONTRE LE DROIT INTERNATIONAL.

De son côté, le président Trump n'a bien évidemment pas non plus épargné l'Iran lors de son discours à la tribune des Nations-Unies. Accusant le pays de semer le chaos, la mort et la destruction, il s'en est pris à la politique régionale de Téhéran en Syrie et au Yémen, a accusé le régime iranien de piller les ressources de son pays pour son enrichissement personnel et a fermement condamné le programme balistique de l'Iran qu'il désigne également comme le premier sponsor du terrorisme (TRUMP, 2018, September 25). Il a réitéré son rejet du JCPOA, s'est félicité de la réimposition des sanctions américaines dont la deuxième salve doit entrer en vigueur en novembre prochain et a promis que d'autres mesures coercitives suivront encore par la suite. L'objectif de son administration est, dit-il, de tout faire afin d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Or, c'est bien là l'essence même du JCPOA que le président Trump essaie d'enterrer en dépit de l'unanimité qu'il suscite parmi les autres signataires. Comment dès lors expliquer son aversion pour ce texte ?

Les reproches du président Trump à l'égard du JCPOA s'inscrivent en réalité dans la logique globale qui transparait au travers de son dernier discours devant l'AGNU ; à savoir le rejet du droit international et du multilatéralisme. Donald Trump raisonne en termes de rapports de force où les règles sont celles d'un jeu à somme nulle. L'annihilation d'années d'effort en vue de construire une réputation, des alliances, un sentiment de confiance mutuelle ou simplement une atténuation de la défiance mutuelle dans certains cas – notamment l'Iran – ne semble pas constituer une source de soucis majeurs à partir du moment où les calculs

sont effectués sur le court terme, pour ne pas dire dans l'immédiateté. Il faut tout avoir, tout de suite. Or, c'était là l'un des grands enjeux – peut-être même tout aussi grand que le contrôle des activités nucléaires de Téhéran – du JCPOA : effectuer un premier pas hors du cercle de la confrontation systématique et historique entre la République islamique et les Etats-Unis, et ce au travers du respect des modalités d'un accord accepté par tous. Mais sur quoi Donald Trump se base-t-il pour affirmer que l'accord de 2015 n'entrave pas suffisamment les activités nucléaires de l'Iran et ne l'éloigne dès lors pas assez de la bombe atomique ? Tout simplement sur le fait que les contraintes et limitations imposées à l'Iran sont provisoires. Pour rappel, l'Iran est un des premiers Etats signataires du Traité de non-prolifération (TNP) et s'il est vrai que le pays a par le passé violé ses engagements⁸, il a également pointé du doigt les violations du TNP commises à son encontre par les Etats mêmes qui l'accusaient et ce afin de justifier ses propres errements. Quoi qu'il en soit, le JCPOA impose à l'Iran des limitations importantes au regard de ce que sont normalement les droits des Etats membres du TNP en termes d'activités nucléaires. Téhéran ne peut ainsi pas disposer de plus de 6000 centrifugeuses (dont 5000 actives), sa production annuelle d'uranium faiblement enrichi est limitée, la production d'uranium enrichi à 20% lui est interdite, les modalités d'inspections sont particulièrement strictes, ... Toutes ces mesures sont provisoires et en 2031 l'ensemble des restrictions incluses dans le JCPOA sur les activités nucléaires iraniennes doivent normalement être levées. Cela ne veut pas dire que l'Iran aura tous les droits en matière de nucléaire sans être soumis à aucune obligation. Au contraire, il sera contraint aux mêmes devoirs de limitation, de communication et de transparence que les autres Etats du TNP dont il redeviendra un membre mis sur le même pied d'égalité que les autres. Autrement dit, l'objectif du JCPOA n'a jamais été de mettre en place un régime d'exception permanent à l'égard de l'Iran qui soumettrait son programme nucléaire à des limitations sans fin, à une sorte de *containment* perpétuel. Non, l'objectif était – outre la non-prolifération – de rebâtir la confiance et de réintroduire l'Iran dans le jeu des nations en lui reconnaissant ses droits liés au TNP ; droits que Téhéran a abandonnés provisoirement afin de prouver sa bonne foi. Or, ce scénario ne convient ni à Donald Trump, ni à Israël, ni à l'Arabie saoudite.

Avant la conclusion du JCPOA, l'avis général était que l'Iran, au regard de sa maîtrise et de ses moyens en matière d'activités nucléaires, était à même de produire une arme atomique dans un délai de 2 à 3 mois. Avec le JCPOA, ce délai a été revu à un peu plus d'un an mais il est vrai qu'au delà de 2031, l'Iran pourrait tout à fait légalement se retrouver dans une situation où il n'aurait besoin que d'un délai très court pour fabriquer une arme nucléaire. Ce cas de figure n'est pas isolé mais les problèmes qu'il soulève dépendent du point de vue adopté. D'autres Etats membres du TNP maîtrisent à ce point la technologie nucléaire civile qu'ils sont tout à fait capables – théoriquement – de fabriquer une arme nucléaire dans un

⁸ Notamment en dissimulant des activités d'enrichissement d'uranium qui étaient en soit légales ; l'infraction provenant de l'action de dissimulation dans ce cas et non de l'action d'enrichissement.

délai extrêmement court. Le Japon en est l'exemple le plus frappant mais son cas ne dérange nullement les Etats-Unis pour des raisons évidentes. Et ces Etats dit du « seuil » ne sont nullement en infraction avec leurs obligations internationales. Il serait en fait plus correct d'affirmer que ce sont les obligations internationales incombant aux Etats membres du TNP qui ne sont pas suffisamment strictes que pour empêcher juridiquement l'existence de puissances se situant au seuil de l'arme atomique. En réalité, une grande partie de cette problématique tourne autour de la question de l'enrichissement d'uranium à 20% ; ce seuil constituant la limite juridique entre uranium civil et uranium militaire⁹. L'enrichissement à 20% est légal au regard du TNP et sa fonction réside dans le fait qu'il est employé dans la fabrication des isotopes utilisés dans le domaine de l'imagerie médicale. Or, la difficulté du processus d'enrichissement de l'uranium étant exponentiellement décroissante à mesure que l'on progresse dans le taux d'enrichissement, il est en réalité plus difficile de passer d'un uranium enrichi à 3,67% (comme celui employé dans les réacteurs civils à eau légère) à un uranium enrichi à 20%, que d'enrichir un uranium à 20% jusqu'au delà des 90% (BERNSTEIN, 2014). Autrement dit, une fois la technologie de l'enrichissement à 20% maîtrisée, un Etat a fait 90% du chemin vers la maîtrise du processus de fabrication de l'uranium enrichi à 90%. Ou encore, pour faire simple, tout Etat qui est capable de produire de l'uranium à 20% à un rythme industriel est capable de produire de l'uranium enrichi au-delà des 90% assez rapidement. Et c'est là où le bas blesse aux yeux de l'actuelle administration américaine et de ses alliés au Moyen-Orient, car l'Iran est capable, comme il l'a prouvé par le passé, avant la signature du JCPOA, de produire rapidement de l'uranium à 20%. Or, si cette activité lui est aujourd'hui interdite – temporairement – c'est parce que l'Iran a accepté cette mesure dans le texte de l'accord afin de montrer sa bonne foi. La logique iranienne peut donc se résumer comme suit : « *nous clamons depuis le début que notre programme nucléaire est pacifique et nous acceptons cette mesure pour vous montrer que c'est bien le cas. Quel aurait été notre intérêt à accepter cela si nous n'étions qu'à 2 ou 3 mois de la possession d'une arme atomique ?* ». L'Iran estime donc que cette limitation autour de la question de l'enrichissement à 20% se doit d'être temporaire et qu'il est hors de question de mettre en place un régime d'exception permanent le concernant. L'objectif était encore une fois le rétablissement d'un certain niveau de confiance afin de permettre à Téhéran de jouir à terme des mêmes droits que les autres Etats du TNP. Pour l'administration Obama, le calcul était simple. Le fait était acté que l'Iran se situait au seuil de l'arme atomique. Il convenait dès lors de le convaincre de ne pas franchir celui-ci.

⁹ Il est communément admis que la fabrication d'une arme nucléaire nécessite de l'uranium enrichi à plus de 90% afin de disposer d'une densité d'uranium lourd suffisante que pour maintenir la réaction en chaîne de la fission nécessaire à l'explosion nucléaire elle-même. Cela dit, des bombes disposant d'uranium enrichi à un seuil situé en dessous des 90% sont tout à fait envisageables à des fins militaires. On parle dès lors ici de « bombes sales » ou de « bombes radioactives » dont l'objectif ne consiste pas à produire une explosion atomique mais bien à polluer une zone par l'émission d'importantes radiations.

Aujourd'hui, Washington et ses alliés au Moyen-Orient désirent en réalité maintenir dans la durée Téhéran sous le coup de restrictions bien plus strictes que celles découlant d'une simple application du TNP. Autrement dit, les Etats-Unis souhaiteraient que les mesures de restrictions du JCPOA ne soient pas limitées dans le temps et se voient même renforcées, ce qui reviendrait à refuser à l'Iran ses droits au regard du droit international. Selon la stratégie de l'actuelle administration américaine présentée par le secrétaire d'Etat Mike Pompeo en mai dernier, l'Iran doit ainsi renoncer totalement à son droit à l'enrichissement, y compris en ce qui concerne l'uranium faiblement enrichi à 3,67%¹⁰ (POMPEO, 2018). Concrètement, cela marque un retour aux revendications de la présidence de G.W. Bush qui, à l'inverse de Barack Obama, souhaitait également interdire à l'Iran toute activité liée à l'enrichissement. Cette approche cadre avec la vision dominante du monde au sein de l'actuelle Maison Blanche selon laquelle le droit international ne constitue pas une variable primordiale des relations internationales à l'inverse de l'expression brute de la puissance et de la domination qui en découle. D'un point de vue strictement juridique, le retrait des Etats-Unis du JCPOA en l'absence de violation par l'Iran de ses engagements représente déjà en soit une violation de la résolution 2231 du CSNU qui a inscrit l'accord dans le droit international public¹¹.

Par ailleurs, l'administration Trump désire également imposer des limitations au programme balistique iranien tout comme il souhaite aussi pousser la République islamique à revoir sa politique étrangère, notamment en Irak, en Syrie et au Yémen. Ces points, qui n'étaient pas abordés dans le JCPOA, constituent des questions sensibles pour Téhéran. Un JCPOA couronné de succès aurait mis en évidence les bénéfices que pouvait avoir Téhéran à collaborer avec Washington et aurait peut-être pu servir de tremplin afin d'entamer des négociations sur d'autres questions sujettes à des désaccords. Cela aussi, était une des espérances de l'administration Obama. Or, le régime iranien ne voit pas d'incitants qui justifieraient un retour à la table des négociations ; il ne voit au contraire que des contraintes qui ont plus tendance à le braquer et à la pousser au retranchement. La question balistique semble constituer une ligne rouge pour le régime. L'armée iranienne ne dispose en effet quasiment pas de forces aériennes et ses missiles représentent pratiquement son seul moyen de projection de puissance dans la région en cas d'agression militaire¹². De plus, la question balistique est également fortement instrumentalisée dans la politique domestique où elle sert de vecteur à l'exacerbation de la fierté nationale. Chercher à cantonner l'Iran à l'intérieur de ses frontières, lui refusant toute influence au Moyen-

¹⁰ Cette stratégie formule douze exigences dont trois seulement sont en lien direct avec le programme nucléaire de Téhéran, les autres points ayant trait à la politique de défense ainsi qu'à la politique étrangère de la République islamique.

¹¹ Pour consulter le texte de la résolution 2231, voir : CSNU, "Résolution 2231", 14 juillet 2015, [https://undocs.org/fr/S/RES/2231\(2015\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2231(2015))

¹² Les ripostes armées de la République islamique aux attentats l'ayant visée le 7 juin 2017 et le 22 septembre 2018 ont ainsi été conduites au moyen de frappes balistiques.

Orient et laissant ainsi la voie libre aux Saoudiens et aux Israéliens manifeste également une profonde méconnaissance de l'imaginaire collectif des Iraniens. Peut-être que ces derniers soient favorables ou non au régime en place, la majorité d'entre eux se perçoivent comme les héritiers de l'une des plus anciennes civilisations au monde et considèrent dès lors presque les Arabes comme des parvenus. Cette condescendance se retrouve dans la politique étrangère iranienne où l'Iran s'identifie comme une puissance naturelle de la région au regard de son histoire. Cela était déjà le cas du temps du Chah et cela continuera très vraisemblablement à l'être après la République islamique. Son histoire, sa culture, sa géographie et son potentiel de puissance influencent la perception que l'Iran a de lui-même mais également sa perception à l'égard du reste du monde. Devant la dernière AGNU, le président iranien Hassan Rouhani a déclaré que : « L'Iran n'a pas besoin d'un empire, l'Iran est un empire en termes de culture et de civilisation et non au travers de la domination politique » (ROUHANI, 2018, September 25, [1]). Bien évidemment il s'agit là d'une déclaration politique et diplomatique qui, si elle illustre assez bien la perception que les Iraniens ont d'eux-mêmes, tend à minimiser et même nier les ambitions régionales de Téhéran. L'Iran ne cherche pas nécessairement la domination au sens strict, mais bien l'exercice d'une certaine influence qu'il considère lui revenir de droit. La République islamique n'est pas dupe, elle sait pertinemment bien que sa faible popularité au Moyen-Orient, notamment dans le monde arabe majoritairement sunnite, l'empêche d'y exercer un véritable leadership (PEW RESEARCH CENTER, 2018). Elle sait également que l'équilibre des forces régional lui interdit, pour aujourd'hui et pour demain, d'espérer une quelconque hégémonie. Son objectif consiste donc à se faire reconnaître comme une des puissances régionales afin de voir ses intérêts pris en considération par les autres acteurs présents au Moyen-Orient. C'est une question qui touche à la reconnaissance d'un certain statut. Tant que cette prise en considération ne sera pas de mise autour d'une table de négociation, l'Iran et ses rivaux continueront à se confronter dans une logique de jeu à somme nulle qui ne satisfera personne et qui alimentera les ressentiments tout comme les conflits au Moyen-Orient. De manière générale, le poids de l'histoire dans la construction des perceptions collectives ne doit donc pas être sous-estimé. L'anti-occidentalisme, très marqué en Iran, n'est par exemple pas apparu du néant avec la Révolution islamique de 1979. Il puise ses racines dans l'histoire, une histoire qui est encore ressassée, prégnante et instrumentalisée par les élites politiques du pays. Les Iraniens possèdent des raisons objectives pour justifier cette défiance à l'égard du monde occidental ; raisons qui remontent au 19^{ème} siècle, à la période dite du Grand Jeu, et qui se sont encore renforcées au cours du 20^{ème} siècle, sous le règne des Pahlavi.

5. IRAN – COREE DU NORD : UNE ANALOGIE RISQUEE ET REDUCTRICE.

Au regard de sa politique, Donald Trump semble totalement ignorer l'ensemble des facteurs précités. La mise sous pression de Téhéran par son administration semble plutôt illustrer un raisonnement par analogie au regard des résultats obtenus dans la gestion du cas nord coréen. Le président américain semble convaincu qu'en menaçant l'Iran et en plaçant le pays sous un régime de sanctions strictes, celui-ci n'aura plus d'autre choix que d'accepter de négocier un nouvel accord. Cette logique fait totalement fi de la sensibilité nationale qui est celle des Iraniens, tout comme elle ignore totalement les nombreuses différences existantes entre le cas de Téhéran et celui de Pyongyang.

Premièrement, il existe un accord entre l'Iran et les grandes puissances, accord qui est rejeté par l'administration Trump pour les raisons précitées. Ce n'est pas le cas pour la Corée du Nord. Les Iraniens ne comprennent pas pourquoi, alors que l'AIEA leur a toujours reconnu qu'ils respectaient leur part du JCPOA¹³, les Etats-Unis sont revenus sur leur parole. Loin d'affaiblir le régime, cela alimente l'anti-américanisme au sein de la population et donne raison aux voix conservatrices qui s'étaient opposées au JCPOA, arguant que les Américains étaient indignes de confiance. Beaucoup d'Iraniens font ici un parallèle avec leur histoire passée, marquée par les ingérences occidentales ayant menées à la révolution de 1979, ce qui alimente le nationalisme et la volonté de résistance face à Washington. Donald Trump fait en réalité ici totalement abstraction de la sensibilité historique du peuple iranien. Il raisonne comme un *homo oeconomicus* qui ne voit les choses qu'en termes d'analyse coûts-bénéfices et ne se soucie guère de la psychologie de ses interlocuteurs. Ce faisant, il ouvre bien malgré lui une voie royale aux éléments conservateurs du régime qui en ressortent renforcés.

Deuxièmement, la Corée du Nord possède déjà l'arme nucléaire, l'Iran non. C'est une différence majeure. La Corée du Nord arrive à la table des négociations avec un levier de premier choix, un argument de poids à mettre dans la balance : son programme nucléaire. L'Iran a pour sa part déjà accepté toute une série de restrictions. Qu'a-t-il encore à offrir ? Son programme balistique ? Ses ambitions régionales ? Ces points ont déjà été discutés. Et quel message le cas nord coréen envoie-t-il à Téhéran si ce n'est que pour être traité d'égal à égal par les Etats-Unis et en obtenir quelque chose il est préférable d'être une puissance nucléaire ?

¹³ Douze rapports de l'AIEA publiés à ce jour depuis la signature du JCPOA confirment que l'Iran respecte bien ses engagements au regard de l'accord.

Troisièmement, l'Iran adhère toujours au TNP, la Corée du Nord s'en est retirée en 2003. Cela signifie que Téhéran peut légalement revendiquer les mêmes droits que les autres Etats impliqués dans ce régime de non-prolifération et être soumis aux mêmes restrictions. Ce n'est pas le cas de Corée du Nord pour laquelle tout demeure à négocier, ce qui la place en position de force. Du point de vue iranien, le TNP constitue également une protection juridique derrière laquelle le régime de Téhéran a pris l'habitude de se réfugier. Cela dit, étant donné l'importance accordée au droit international par l'actuelle administration américaine, cet argument ne convaincra personne à Washington, du moins pour le moment.

Quatrièmement, la Corée du Nord possède des missiles balistiques intercontinentaux. L'Iran ne dispose lui que de missiles à moyenne portée, pouvant atteindre 2000-2500 km. Pyongyang peut frapper à tout moment la Corée du Sud et le Japon avec une attaque nucléaire. L'Alaska et l'île de Guam, territoires américains, sont également et théoriquement à sa portée. Donald Trump a beau se targuer d'avoir fait cesser les essais balistiques et les essais nucléaires nord-coréen, Pyongyang maîtrisait déjà suffisamment ces deux technologies que pour pouvoir se permettre un peu de retenue sans entamer ses capacités dissuasives. L'Iran ne dispose lui pour l'instant d'aucune capacité de dissuasion en dehors de ses forces armées conventionnelles. Le poids dans la balance des négociations du programme balistique nord coréen s'avère donc bien supérieur à celui de Téhéran.

Cinquièmement, le système institutionnel de la République islamique prévoit la tenue régulière d'élections législatives et présidentielles ; ce qui n'est nullement le cas en Corée du Nord. Comme déjà mentionné, l'attitude de Donald Trump ne fait qu'accentuer l'anti-américanisme au sein de la population iranienne qui risque fort bien en retour de porter les conservateurs au pouvoir lors des prochaines échéances électorales, ce qui ne manquerait pas de compliquer davantage d'éventuelles négociations.

Les différences sont donc nombreuses et les mêmes logiques ne peuvent s'appliquer dans les deux cas. Certes, il n'est pas impossible que Donald Trump parvienne à faire fléchir le régime iranien et que Téhéran accepte finalement de revenir à la table des négociations sous le coup de la contrainte. Cela dépendra notamment de l'évolution économique du pays et de sa stabilité sociale. Ce ne serait au final qu'une demi-victoire sur le court terme : accepter de négocier n'amène pas systématiquement à un accord et cela pourrait permettre au régime iranien de gagner du temps en espérant que Donald Trump quitte rapidement la Maison Blanche. Plusieurs observateurs pensent d'ailleurs que ce scénario est actuellement celui suivi par la Corée du Nord. Mais dans le cas iranien, il aurait pour effet de renforcer considérablement les éléments les plus durs du régime sur le moyen et le long terme tout

comme il ne manquerait pas d'exacerber le ressentiment au sein d'une population se sentant injustement punie et humiliée. La République islamique pourrait aussi choisir de reprendre l'initiative en sortant du JCPOA et en relançant son programme nucléaire ; menace que le président Rouhani a déjà brandie par le passé sans que cela ne fasse fléchir Washington (ERDBRINK, 2017, August 15). Ce scénario risqué et incertain ne pourrait être envisageable qu'en dernier recours et seulement si le régime se retrouve à genoux sur le plan économique tout en refusant véritablement de se soumettre aux injonctions américaines. Cela acterait également une reprise en main totale du dossier par les conservateurs et notamment par les gardiens de la révolution. Ce serait un cuisant échec pour la diplomatie européenne qui n'aurait su maintenir l'accord à flot. Pour l'instant, Téhéran semble cependant se résigner à faire le dos rond en attendant et surtout en espérant que la tempête Trump ne fasse que passer. L'Iran compte également beaucoup sur le soutien des autres Etats signataires du JCPOA afin de l'aider à contrebalancer les effets de l'actuelle politique américaine.

La réunion du CSNU du 26 septembre dernier sur le thème de la non-prolifération (UNSC, 2018), convoquée à la demande de Donald Trump et présidée par ce dernier, n'a d'ailleurs fait qu'illustrer l'isolement des Etats-Unis à l'égard de la question nucléaire iranienne (TRUMP, 2018, September 26). Alors que le président avait été moqué la veille lors de son allocution devant l'AGNU, déclenchant des éclats de rire dans la salle au moment de vanter son bilan, cette réunion a constitué une seconde humiliation diplomatique pour le président américain en autant de jour. Cela dit, si les pays européens se sont encore une fois montrés unanimes sur la nécessité de sauvegarder le JCPOA, le président Macron a réitéré ses propos selon lesquels la question balistique et la politique régionale de l'Iran constituaient également des sources de préoccupations devant faire l'objet de discussions (UNSC, 2018). Téhéran demeure inflexible pour l'instant à ces remarques, la position officielle de la République islamique étant qu'il ne peut y avoir de négociations – sur aucun sujet – tant que les Etats-Unis n'auront pas supprimé leurs sanctions et réintégré le JCPOA (AFP, 2018; I24NEWS, 2018; ROUHANI 2018, August 6; NASSERI, 2018).

6. LA QUESTION D'UN SOMMET TRUMP - ROUHANI OU QUAND LA COMMUNICATION ILLUSTRE LES DIVERGENCES.

Les allusions répétées de l'administration américaine selon lesquelles le président Trump serait prêt à rencontrer des responsables iraniens – à l'instar de ce qu'il a réalisé avec le leader nord coréen – ne font qu'accentuer la méfiance du côté de Téhéran qui ne manque pas de souligner les incohérences de ce qui est considéré en Iran comme un double discours tel que l'illustrent les propos d'Hassan Rouhani : « Associer des négociations à des sanctions

c'est insensé. Ils imposent des sanctions aux enfants iraniens, aux malades et à la nation [...] Si vous êtes un ennemi et que vous poignardez quelqu'un avec un couteau, et qu'ensuite vous dites que vous voulez des négociations, la première chose à faire c'est d'enlever le couteau » (AFP, 2018). Pour Téhéran, accepter une rencontre avec Donald Trump reviendrait dans l'état actuel des choses à faire aveu de faiblesse. Aussi, pour sauver la face, les Iraniens souhaiteraient que les Américains concèdent un gage de bonne volonté. Si la posture officielle revient à affirmer actuellement que les Etats-Unis doivent revenir dans le JCPOA, une suspension des sanctions, même provisoire et pour la durée des négociations, constituerait d'ores et déjà un premier acte dont les Iraniens pourraient se saisir pour justifier l'entame de discussions.

Les apparences et par conséquent la communication publique des différentes parties concernées ont leur importance ; les responsables tant iraniens qu'américains instrumentalisant ce dossier sur leurs scènes politiques intérieures respectives. En marge de la 72^{ème} AGNU, en septembre 2017, des rumeurs avaient circulé quant à la volonté du président Trump de rencontrer son homologue iranien. Dans les semaines et mois qui suivirent, plusieurs responsables à Téhéran affirmèrent que Washington avait formulé pas moins de huit demandes pour une rencontre entre Donald Trump et Hassan Rouhani en marge de l'AGNU (SABAH, 2017; GLADSTONE, 2018). Si la Maison Blanche a nié ces affirmations par la voix de sa porte-parole, Sarah Huckabee Sanders, la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, est venue contredire cette version en confirmant que les Iraniens avaient bien refusé une demande de rencontre entre Trump et Rouhani (DEYOUNG, 2017). Par ailleurs, plusieurs officiels américains ont déclaré au *Washington Post* que le président Trump avait en réalité demandé au président Macron de sonder les Iraniens sur la possibilité d'une rencontre mais que ces derniers avaient systématiquement refusé, estimant que la demande de Donald Trump ne leur apparaissait pas sérieuse (DEYOUNG, 2017).

Cette année encore, plusieurs communiqués contradictoires sont venus nourrir les spéculations quant à une hypothétique rencontre entre les deux dirigeants. Bien que celle-ci n'eût finalement pas lieu, chacun se targue d'avoir repoussé les demandes de l'autre camp. En juillet dernier, Donald Trump avait pourtant déclaré être prêt à une telle rencontre « n'importe quand » et « sans pré-conditions » ; propos qu'a confirmés son secrétaire d'Etat Mike Pompeo lors une interview accordée à NBC juste avant la 73^{ème} AGNU (GEARAN, DEYOUNG & SONMEZ, 2018; SHEAR & GLADSTONE, 2018; U.S. DEPARTMENT OF STATE [USDS], 2018, September 23, [1]). Suite à la déclaration initiale du président américain, le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères avait rétorqué qu'une telle éventualité n'était absolument pas envisageable avec l'actuelle administration américaine (SHEAR & GLADSTONE, 2018). Dans une autre interview accordée cette fois-ci à la chaîne

Fox News le 23 septembre dernier, Mike Pompeo avait même émis la possibilité que Donald Trump rencontre le guide suprême Ali Khamenei, arguant que celui-ci possède au final le dernier mot sur les affaires du pays, ce qui ne manqua pas de susciter la surprise de son intervieweur (USDS, 2018, September 23, [2]). Il faut préciser que ce scénario est en réalité plus qu'extrêmement improbable puisque le guide ne se déplace jamais à l'étranger et qu'il très inenvisageable de voir Donald Trump se rendre en Iran dans le contexte actuel et ce même si l'homme s'est déjà révélé imprévisible et plein de surprises. Finalement, le 25 septembre, le président américain annonça sur Twitter qu'en dépit de demandes répétées, il n'avait pour l'heure aucune rencontre de planifiée avec le président iranien, précisant au passage qu'il était certain que celui-ci était un « absolutely lovely man ». Le même jour, il a également déclaré juste avant son intervention à la tribune de l'AGNU que l'absence de rencontre était due à son refus personnel, affirmant qu'il n'y aurait aucune rencontre entre sa personne et le président Rouhani tant que l'Iran ne changerait pas de ton (REUTERS, 2018, September 25). Cette dernière déclaration apparaît comme une contradiction des propos précédemment tenus par le président américain et dans lesquels il déclarait ne pas poser de conditions préalables à l'entame des discussions. De leur côté, les Iraniens ont nié être à l'origine d'une quelconque demande de rencontre. Ali Akbar Velayati – le conseiller du guide pour les affaires étrangères – a d'ailleurs rétorqué le jour même lors d'une rencontre avec des journalistes à Téhéran que « Le rêve (d'une rencontre avec Hassan Rouhani) de Trump et Pompeo ne deviendra jamais une réalité et cela est définitif » (PRESS TV, 2018; REUTERS & HAARETZ, 2018). De son côté, le président Rouhani a tout autant nié, lors d'une interview accordée à Christiane Amanpour pour CNN, que l'Iran était à l'origine d'une quelconque demande de rencontre entre les deux hommes : « We have never made such a request for a meeting with the president of the United States. Of course, last year, from American officials, we received eight requests for a meeting. And I did not see that as being an appropriate meeting, as I do not see it as being appropriate now. And a meeting must take place at a time when that meeting can serve a purpose, can be beneficial, can serve the benefits of both countries. But under the current conditions, when it comes to a meeting and dialogue, I do not see it as beneficial nor appropriate. But you should ask him who made such requests » (ROUHANI, 2018, September 25, [2]).

7. DONALD TRUMP, ALLIÉ MALGRÉ LUI DES CONSERVATEURS IRANIENS.

En Iran, Donald Trump génère un véritable ressentiment, tant parmi la population que parmi les élites et toute rencontre avec le président iranien ne manquerait pas d'affaiblir encore davantage ce dernier qui se trouve d'ores et déjà pris entre le marteau américain et l'enclume des conservateurs iraniens. Certains de ces derniers avaient même appelé Hassan Rouhani à boycotter la dernière AGNU afin d'illustrer l'hostilité du régime envers l'actuelle administration américaine (NASSERI, 2018). Si le président iranien devait finalement se

résigner à une rencontre – qui devrait avoir obtenue l’assentiment du guide – cela reviendrait à marginaliser pour un certain temps l’aile modérée du spectre politique iranien. Sur le strict plan de la politique intérieure, Donald Trump représente donc une aubaine pour les conservateurs qui ont toujours au moins émis des doutes sur le JCPOA – quand ils n’y étaient pas franchement opposés – dans la mesure où selon eux les Américains allaient tôt ou tard se révéler indignes de confiance. De leur point de vue, l’actuel locataire de la Maison Blanche leur donne aujourd’hui raison. En février 2017, en marge des festivités marquant l’anniversaire de la Révolution islamique, Ali Khamenei avait même sarcastiquement remercié Donald Trump pour avoir révélé le véritable visage de l’Amérique (KHAMENEI, 2017; ERDBRINK, 2017, February 7). Il ne serait pas surprenant que si la situation continue d’évoluer dans la même direction qu’aujourd’hui, les conservateurs se retrouvent en position de force lors des prochaines échéances électorales iraniennes, dont le scrutin législatif prévu pour 2020.

Les doutes iraniens quant aux véritables objectifs poursuivis par l’administration Trump s’expliquent également par la présence au sein de cette dernière de plusieurs personnalités ayant ouvertement appelé par le passé à un renversement du régime. C’est notamment le cas de John Bolton, l’actuel conseiller du président Trump pour la sécurité nationale. Celui-ci est l’auteur de plusieurs cartes blanches et autres articles appelant le gouvernement américain à déstabiliser l’Iran par tous les moyens nécessaires (sanctions, soutien au groupes armés hostiles à la République islamique,...) afin de pousser la population à se soulever pour renverser le régime¹⁴. Les liens du président américain avec Rudolph Giuliani, l’ancien maire de New York, sont également de nature à irriter Téhéran. L’homme, qui fut l’un des premiers soutiens de Donald Trump dans sa course à la Maison Blanche, a rejoint l’équipe juridique du président américain en avril dernier. Il était déjà bien avant cela l’un des proches de Donald Trump auprès duquel il exercerait aujourd’hui un rôle informel de conseiller sur divers dossiers (BROWN & TATUM, 2018). Or sur l’Iran, Giuliani est un partisan d’une ligne extrêmement dure. Il est notamment connu pour ses liens avec l’Organisation des moudjahiddines du peuple iranien, l’un des plus anciens et des plus virulents groupes d’opposition à la République islamique. Il est ainsi très régulièrement invité par l’organisation lors de divers évènements et autres manifestations, ne manquant pas à chaque fois de souhaiter ouvertement une révolution en Iran, et jouant dès lors en quelque sorte un rôle de lobbyiste en faveur de la cause des moudjahiddines qu’il ne manque pas de relayer auprès de la classe politique américaine. Le 22 septembre dernier, quelques jours seulement avant l’AGNU, il s’était justement exprimé à l’occasion de l’un ces rassemblements, y déclarant sans ambiguïté que les sanctions pourraient mener à une « révolution victorieuse » qui « renverserait le régime » (REUTERS, 2018, September 23).

¹⁴ Voir notamment son article publié quelques mois avant sa prise de fonction dans *National Review* : BOLTON J., « How to Get Out of the Iran Nuclear Deal », in *National Review*, 28 August 2017, <https://www.nationalreview.com/2017/08/iran-nuclear-deal-exit-strategy-john-bolton-memo-trump/>

Ces propos, tenus le même jour que l'attaque d'Ahwaz ayant fait plus d'une vingtaine de victimes dont douze gardiens de la révolution, renforcent les discours officiels du régime selon lesquels l'attaque serait l'œuvre d'un groupe local irrédentiste soutenu par Washington et ses alliés du Golfe¹⁵. Au regard des personnalités gravitant autour du président américain, le régime iranien n'éprouve aucune difficulté à diaboliser celui-ci alors que la tâche était quelque peu plus ardue avec Barack Obama. Les récentes déclarations officielles de J. Bolton ou encore Nikki Haley selon lesquelles la politique officielle de l'administration Trump ne consiste pas à chercher un changement de régime en Iran mais bien des changements drastiques dans le comportement du régime (REUTERS, 2018, September 23; WATKINS, 2018) ne s'avèrent guère convaincantes aux yeux des Iraniens. Téhéran rejette ainsi les insinuations américaines en faveur de négociations en argumentant qu'il est ridicule pour la République islamique de chercher à négocier avec ceux qui désirent en réalité la renverser. Bien que cela ne suffise guère à disculper entièrement le régime de ses propres maux et responsabilités vis-à-vis des difficultés rencontrées par la population iranienne, Donald Trump vient crédibiliser les affirmations conservatrices selon lesquelles Washington cherchera toujours quoi qu'il advienne à affaiblir l'Iran et à lui refuser la reconnaissance de sa place de puissance régionale sur l'échiquier moyen-oriental, renforçant ainsi la nécessité du devoir sacré de la « résistance à l'Occident », pour reprendre les éléments de langage du régime iranien.

8. CONCLUSION.

Au regard des discours tenus pendant et en marge de la dernière AGNU, il apparaît difficile d'entrevoir et même d'imaginer une sortie apaisée, mutuellement acceptable et dépourvue d'effets nocifs, à la situation conflictuelle qui caractérise les rapports entre Washington et Téhéran. Au contraire, le fossé se creuse et les deux capitales sont aujourd'hui en pleine crise de confiance. Une sortie de l'Iran du JCPOA couplée à une accélération du programme nucléaire iranien s'avérerait particulièrement crisogène et ne ferait que plonger davantage le Moyen-Orient dans l'incertitude et l'instabilité. Une soumission de Téhéran aux conditions de Washington répondrait certes aux attentes américaines mais cela ne ferait que renforcer considérablement l'animosité anti-américaine, anti-israélienne et anti-saoudienne au sein des élites mais également de la population iranienne. Cette dynamique est d'ailleurs d'ores et déjà à l'œuvre en raison du retrait américain de l'accord et du rétablissement des sanctions. Aussi, même si l'Union européenne, la Chine et la Russie parviennent à convaincre l'Iran de rester dans l'accord, les effets collatéraux préjudiciables à l'avenir des rapports entre l'Iran et les Etats-Unis ne peuvent dorénavant plus être évités. Sur le long terme, ce ressentiment exacerbé ne résoudra en rien les problèmes relationnels

¹⁵ A ce sujet, voir : EIFFLING V., « Iran : attaque terroriste à Ahwaz, le flou demeure », Chroniques Persanes, 22 septembre 2018, <http://www.chroniques-persanes.com/2018/09/iran-attaque-terroriste-ahwaz-le-flou.html>

entre l'Iran d'une part et les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe d'autre part. Au contraire, après avoir balayé des années d'un travail diplomatique acharné en vue de parvenir à un premier accord historique, Donald Trump n'a fait que creuser d'avantage le déficit de la confiance mutuelle, rendant ainsi encore plus hypothétique la perspective d'aboutir un jour futur à un autre achèvement de l'ampleur du JCPOA. Autrement dit, dans tous les scénarios envisageables, le ressentiment et la défiance des Iraniens se retrouvent renforcés alors que le JCPOA devait justement constituer un premier pont dans la reconstruction ardue d'un embryon de confiance et de respect mutuel après plusieurs décennies de conflictualité. Sur le long terme, ce constat ne peut que s'avérer néfaste pour la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient. Pour reprendre les mots du président Rouhani, la République islamique est aujourd'hui plongée dans une guerre psychologique¹⁶ et économique¹⁷ contre les Etats-Unis et leurs alliés au Moyen-Orient. Pareils propos dans la bouche d'un président qui était pourtant le premier défenseur d'une sortie de la dynamique de confrontation systématique entre Téhéran et Washington illustrent parfaitement l'inquiétude légitime que nourrit la politique de l'actuelle administration américaine à l'égard de l'Iran.

¹⁶ Propos tenus en réaction au rétablissement d'une première vague de sanctions américaines le 6 août 2018.

¹⁷ Propos tenus devant la 73^{ème} AGNU.

9. BIBLIOGRAPHIE.

- AFP (2018, 6 août). Iran: Rohani juge "insensé" des négociations à l'ombre des sanctions américaines. *Rtbf.be*, https://www.rtbf.be/info/monde/detail_iran-rohani-juge-insense-des-negociations-a-l-ombre-des-sanctions-americaines?id=9989649
- AP (2018, July 9). Dutch carrier KLM to end Iran flights. *USA Today*. <https://eu.usatoday.com/story/travel/flights/todayinthesky/2018/07/09/dutch-carrier-klm-end-iran-flights/767134002/>
- BALS, J., & HOYOS, C. (2009, September 23). Chinese begin petrol supplies to Iran. *Financial Times*.
- BEHRMANN, E. & REITER, C. (2018, August 7). Daimler Shelves Iran Expansion Plan on U.S. Trade Sanctions. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-08-07/daimler-scrap-iran-expansion-plan-because-of-u-s-sanctions-jkijjfl>
- BERNSTEIN, J. (2014). *Nuclear Iran*. Cambridge/London, Harvard University Press.
- BLOOMBERG (2018, September 6). U.S. November Deadline Scares Iran Oil Buyers From October Crude ». *Bloomberg*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-06/u-s-november-deadline-scares-iran-oil-buyers-from-october-crude>
- BOLTON, J. (2017, August 28). How to Get Out of the Iran Nuclear Deal. *National Review*. <https://www.nationalreview.com/2017/08/iran-nuclear-deal-exit-strategy-john-bolton-memo-trump/>
- BORGER, J. (2018, September 25). John Bolton warns Iran not to cross the US or allies: 'There will be hell to pay'. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/us-news/2018/sep/25/donald-trump-iran-president-rouhani-united-nations?CMP=share_btn_tw
- BOZORGMEHR, N. (2016, January 17). Iran hopes for \$50bn in investment as sanctions lifted. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/569c625c-bd04-11e5-9fdb-87b8d15baec2>
- BROWN, P., & TATUM, S. (2018, April 20). Giuliani says he is joining Trump's legal team to help bring Mueller probe to a conclusion. *CNN*. <https://edition.cnn.com/2018/04/19/politics/giuliani-trump-legal-team/index.html>
- CHAKRABORTY, D., PANDYA, D., & BLAS, J. (2018, September 25). India Is Cutting Imports of Iranian Oil to Zero in November. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-25/india-is-said-to-cut-imports-of-iranian-oil-to-zero-in-november-jmhy95z8>
- CHEONG, S. (2018, September 3). U.S. Throttles Iran Oil Flows to Buyers Who Vowed Resistance. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-03/u-s-throttles-iranian-oil-flows-to-buyers-who-vowed-resistance>
- CSNU (2015, 14 juillet). Résolution 2231. [https://undocs.org/fr/S/RES/2231\(2015\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2231(2015))

- DEYOUNG, K. (2017, November 2). U.S. asked French to broker Trump-Rouhani discussion, but Iranian president said no. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-asked-french-to-broker-trump-rouhani-phone-call-but-iranian-president-said-no/2017/11/02/9adfd436-bfea-11e7-959c-fe2b598d8c00_story.html?utm_term=.b59f6e175863
- DOMBEY, D., HOYOS, C., BLAS, J., & BOZORGMEHR, N. (2009, September 22). Business at sharp end of Iran sanctions. *Financial Times*.
- EIFFLING V. (2018, 22 septembre). Iran : attaque terroriste à Ahwaz, le flou demeure. *Chroniques Persanes*. <http://www.chroniques-persanes.com/2018/09/iran-attaque-terroriste-ahwaz-le-flou.html>
- ERDBRINK, T. (2017, February 7). Iran's Supreme Leader Thanks Trump for Showing America's 'True Face'. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2017/02/07/world/middleeast/trump-iran-ayatollah-ali-khamenei.html>
- ERDBRINK, T. (2017, August 15). Iran's President Threatens to Restart Nuclear Program. *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/2017/08/15/world/middleeast/iran-nuclear-hassan-rouhani-us.html>
- EUROPEAN UNION EXTERNAL ACTION (2018, September 24). Remarks by HR/VP Mogherini following a Ministerial Meeting of E3/EU + 2 and Iran. https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/51040/remarks-hrvp-mogherini-following-ministerial-meeting-e3eu-2-and-iran_en
- FRANCE24, & REUTERS (2018, 23 août). Sanctions américaines : Air France et British Airways suspendent leur liaison avec l'Iran. *France 24*. <https://www.france24.com/fr/20180823-sanctions-americaines-air-france-british-airways-suspendent-liaison-iran-teheran>
- GEARAN, A., DEYOUNG, K., & SONMEZ, F. (2018, July 30). Trump says he's willing to meet Iranian President Rouhani 'anytime' and without preconditions. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/politics/trump-says-hes-willing-to-meet-iranian-president-rouhani-without-preconditions/2018/07/30/89bb6b66-93e3-11e8-80e1-00e80e1fdf43_story.html?utm_term=.3bb5015abbe4
- GLADSTONE, R. (2018, July 18). Iran Says Trump Sought Meeting With President 8 Times at U.N. Last Year. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2018/07/18/world/middleeast/iran-rouhani-trump.html>
- I24NEWS (2018, August 15). Khamenei says my 'mistake' to let Zarif negotiate nuclear deal with US. *i24News*. <https://www.i24news.tv/en/news/international/middle-east/181883-180815-khamenei-says-my-mistake-to-let-zarif-negotiate-nuclear-deal-with-us>

- INTERNATIONAL TRANSPORT JOURNAL (2018, September 24). British Airways and Air France KLM quit Iran. *transportjournal.com*. <https://www.transportjournal.com/en/home/news/artikeldetail/british-airways-and-air-france-klm-quit-iran.html>
- KHAMENEI, A. (2017, February 7). The new U.S. President reveals the true nature of the United States of America. *Khamenei.ir*. <http://english.khamenei.ir/news/4625/The-new-U-S-President-reveals-the-true-nature-of-the-United>
- KHAVAND, F. (2017, June 13). Tehran's Struggle To Attract Foreign Investments. *Radio Farda*. <https://en.radiofarda.com/a/iran-foreign-investments/28544711.html>
- LE FIGARO, & REUTERS (2018, 11 août). Iran: le chinois CNPC prend la part de Total dans un gisement gazier. *Le Figaro*. <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/08/11/97002-20180811FILWWW00117-iran-le-chinois-cnpc-prend-la-part-de-total-dans-un-gisement-gazier.php>
- LE MONDE (2017, 18 septembre). Donald Trump menace l'accord sur le nucléaire iranien. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/18/donal-trump-menace-l-accord-sur-le-nucleaire-iranien_5187197_3232.html
- LE MONDE (2018, 20 août). Total cesse toute activité en Iran. *Le Monde*. https://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/08/20/le-petrolier-total-quitte-l-iran-et-renonce-a-un-vaste-projet-gazier_5344192_3218.html?
- LE MONDE, & AFP (2018, 17 mai). Nucléaire iranien : l'UE tente de bloquer les sanctions américaines contre les entreprises européennes. *Le Monde*. https://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2018/05/17/nucleaire-iranien-l-ue-tente-de-bloquer-les-sanctions-americaines-contre-les-entreprises-europeennes_5300638_3214.html?
- LE MONDE, & AFP (2018, 5 juin). Le constructeur automobile PSA prépare son retrait d'Iran. *Le Monde*. https://abonnes.lemonde.fr/automobile/article/2018/06/05/le-constructeur-automobile-psa-prepare-son-retrait-d-iran_5309642_1654940.html?
- LEE, H. (2018, October 9). South Korea Grants U.S. Wish for Zero Oil Imports From Iran. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-09/u-s-wish-for-zero-oil-imports-from-iran-granted-by-south-korea>
- MUFSON, S., & PALETTA, D. (2018, May 9). Boeing, Airbus to lose \$39 billion in contracts because of Trump sanctions on Iran. *The Washington Post*. https://www.washingtonpost.com/business/economy/boeing-airbus-to-lose-39-billion-in-contracts-because-of-trump-sanctions-on-iran/2018/05/08/820a8f08-5308-11e8-a551-5b648abe29ef_story.html?utm_term=.94d178dc8821
- NASSERI, L. (2018, September 19). Should He Stay or Go? Debate Rages in Iran Over Rouhani's UN Trip. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-09-19/a-transatlantic-flight-kicks-up-a-storm-in-iran-as-un-meet-nears>

- NUSSBAUM, A. (2018, August 24). Air France-KLM, BA Pull Out of Iran Amid U.S. Sanctions. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-08-24/air-france-klm-british-airways-exit-iran-amid-u-s-sanctions>
- PEW RESEARCH CENTER (2018, December 8). Extremely negative views of Iran among Middle Eastern nations. *Pewglobal.com*. http://www.pewglobal.org/2017/12/11/key-middle-east-publics-see-russia-turkey-and-u-s-all-playing-larger-roles-in-region/pg_2017-12-11_middle-east_05/
- POMPEO, M. (2018, May 21). After the Deal: A New Iran Strategy. *U.S. Department of State*. <https://www.state.gov/secretary/remarks/2018/05/282301.htm>
- PRESS TV (2018, September 25). Trump's dream of meeting senior Iranian officials will never come true: Leader's aide. *Presstv.com*. <https://www.presstv.com/Detail/2018/09/25/575195/Velayati-Rouhani-Trump-Pompeo-Ayatollah-Khamenei-Alireza-Miryousefi>
- RADIO FARDA (2018, July 20). Japan To Suspend Imports Of Iranian Oil In Light Of Reimposed Sanctions. *Radiofarda.com*. <https://en.radiofarda.com/a/japan-to-suspend-imports-of-iranian-oil/29378553.html>
- REUTERS (2012, February 9). Iran turns to barter for food as sanctions cripple imports. *Reuters.com*. <https://www.reuters.com/article/us-iran-wheat/iran-turns-to-barter-for-food-as-sanctions-cripple-imports-idUSTRE8180SF20120209>
- REUTERS (2018, August 11). Iran official says gas field contract with Total, CNPC unchanged: SHANA. *Reuters.com*. <https://www.reuters.com/article/us-iran-nuclear-cnpc/iran-official-says-gas-field-contract-with-total-cnpc-unchanged-shana-idUSKBN1KW0H2>
- REUTERS (2018, September 23). Trump lawyer Giuliani says Iran's government will be overthrown. *Reuters.com*. <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAFL2N1W9001>
- REUTERS (2018, September 25). Trump says Iranians must 'change their tune' before any meeting. *Reuters.com*. <https://www.reuters.com/article/us-iran-nuclear-trump/trump-says-iranians-must-change-their-tune-before-any-meeting-idUSKCN1M51ZU>
- REUTERS, & HAARETZ (2018, September 25). Trump Says He Refuses to Meet 'Lovely Man' Rohani, Not the Other Way Around. *Haaretz.com*. <https://www.haaretz.com/us-news/trump-says-he-refuses-to-meet-rohani-not-the-other-way-around-1.6508962>
- ROUHANI, H. (2018, August 6). President in a live televised interview: Claim of willingness for talks not enough; honesty the key/Talks concurrent with sanctions meaningless/Sanctions targeting Iranian children, people/If US administration ready, we're ready to negotiate to receive their debts to Iranians since 1953. *President.ir*. <http://president.ir/en/105540>
- ROUHANI, H. (2018, September 25, [1]). President addressing UNGA 73: Unlawful unilateral sanctions a form of economic terrorism, breach of the 'Right to

- Development'/US' wrong policy vis-à-vis Iran doomed to failure/No need for a photo opportunity for dialogue to take place/UN not a part of US administration/Quit imposing sanctions and end extremism. *President.ir*. <http://president.ir/en/106243>
- ROUHANI, H. (2018, September 25, [2]). Interview with C. AMANPOUR for CNN. *CNN.com*. <http://edition.cnn.com/TRANSCRIPTS/1809/25/ampr.01.html>
 - SABAH, Z. (2017, October 29). Iran Says Its President Turned Down a Meeting With Trump. *Bloomberg*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-10-29/iran-s-rouhani-said-to-reject-trump-s-request-to-meet-at-un>
 - SALEHI-ISFAHANI, D. (2018, September 25). Yes, Iran's Economy Is Suffering—But It's Not All About the U.S. *Foreignaffairs.com*. <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2018-09-25/yes-irans-economy-suffering-its-not-all-about-us>
 - SHEAR, M. D., & GLADSTONE, R. (2018, July 30). Trump Says He Would Meet With Iranian Leader, but Iran Rules It Out. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2018/07/30/us/politics/trump-iran-rouhani.html>
 - TASNIM NEWS AGENCY (2018, July 10). Austrian Airlines to Limit Flights to Iran. *Tasnimnews.com*. <https://www.tasnimnews.com/en/news/2018/07/10/1772255/austrian-airlines-to-limit-flights-to-iran>
 - THE GUARDIAN (2013, February 20). China floods Iran with cheap consumer goods in exchange for oil. *Theguardian.com*. <https://www.theguardian.com/world/iran-blog/2013/feb/20/china-floods-iran-cheap-consumer-goods>
 - TRUMP, D. (2018, September 25). Remarks by President Trump to the 73rd Session of the United Nations General Assembly | New York, NY. *Whitehouse.gov*. <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-73rd-session-united-nations-general-assembly-new-york-ny/>
 - TRUMP, D. (2018, September 26). Remarks by President Trump at the United Nations Security Council Briefing on Counterproliferation | New York, NY. *Whitehouse.gov*. <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-united-nations-security-council-briefing-counterproliferation-new-york-ny/>
 - TURAK, N. (2018, September 27). 'Disturbed' and 'disappointed' Pompeo slams EU plan to bypass Iran sanctions. *CNBC.com*. <https://www.cnbc.com/2018/09/27/pompeo-slams-eu-plan-to-avoid-iran-sanctions-disturbed-disappointed.html>
 - UNCTAD (2018). Country fact sheet : Iran, Islamic Republic of. *UNCTAD.org*. https://unctad.org/sections/dite_dir/docs/wir2018/wir18_fs_ir_en.pdf
 - UNSC (2018, September 26). PV 8362. *UN.org*. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/PV.8362
 - U.S. DEPARTMENT OF STATE (2018, September 23, [1]). Interview With Chuck Todd of NBC. *State.gov*. <https://www.state.gov/secretary/remarks/2018/09/286145.htm>

- U.S. DEPARTMENT OF STATE (2018, September 23, [2]). Interview With Chris Wallace of Fox News. State.gov. <https://www.state.gov/secretary/remarks/2018/09/286143.htm>
- WATKINS, E. (2018, September 23). Haley: US 'not looking to do regime change anywhere'. *CNN.com*. <https://edition.cnn.com/2018/09/23/politics/nikki-haley-iran-cnntv/index.html>



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.